

<b>LE VIGAN</b>
<b>GARD</b>

**ARRÊTÉ DU MAIRE****N° 25/015**

**Arrêté portant permission de voirie : travaux et Stationnement.  
Raccordement télécom.**

**Le Maire de Le Vigan**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, L2211-1, L 2212-2 et L 2213-1.
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 23/05/2020 accordant au Maire les délégations prévues par l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la Route,
- **VU** la demande de l'entreprise CIRCET qui souhaite effectuer un raccordement télécom.
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux le 27 janvier 2025.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** place du quai (partie haute), le 27 janvier 2025 :

A - L'entreprise CIRCET est autorisée à procéder à la réalisation des travaux demandés.

B – Le stationnement et la circulation seront interdits selon les besoins de l'entreprise

**ARTICLE 2 :**

Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art. Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**ARTICLE 3 :**

Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux. La mise en place et l'enlèvement de la signalisation appropriée est à la charge et sous l'entière responsabilité de l'entreprise effectuant les travaux

**ARTICLE 4 :**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravais, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder une semaine

**ARTICLE 5 :**

La Gendarmerie Nationale et la Police Municipale sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :**

L'ampliation de cet arrêté est transmise à l'entreprise

Fait en l'hôtel de Ville

Le 17 janvier 2025

Le maire

**Sylvie Arnal**

